



Syndicat National **Force Ouvrière**
des Finances Publiques
Section des Côtes d'Armor

Téléphone/Fax : 02.96.01.42.35

fo.ddfip22@dgfip.finances.gouv.fr

SITE WEB LOCAL: <http://www.fo-dgfip-sd.fr/022/>

Quand l'Organisation Internationale du Travail encourage à « déprivatiser » les régimes de retraites, le gouvernement français fait l'inverse

L'Organisation internationale du travail (OIT) est une organisation intégrée au système de l'ONU. Constituée sur une base tripartite – gouvernements, syndicats ouvriers, représentants des patrons –, elle ne prétend pas défendre les seuls intérêts des salariés mais faire respecter les droits et garanties inscrits dans ses conventions.

Dans un **rapport consacré à la privatisation des régimes de retraite réalisée dans trente pays – dont certains ont depuis entrepris une « déprivatisation » (le terme est de l'OIT) totale ou partielle –**, l'OIT dénonce **« des impacts sociaux et économiques négatifs de la privatisation des régimes de retraite »**. Présentées *« comme une solution concrète pour faire face au vieillissement de la population et garantir la viabilité de ces systèmes »*, ces contre-réformes ont produit les effets inverses : *« Les taux de couverture ont stagné ou diminué (...). L'inégalité entre hommes et femmes (...) s'est aggravée et les coûts de gestion des retraites ont augmenté »*, entraînant une diminution du montant des pensions versées. **« Qui a bénéficié de la privatisation des régimes de retraite ? »**, interroge le rapport qui répond : **« Le secteur financier. »**

Force est de constater qu'un organisme où sont représentés des États et des patrons est amené, sur la base des faits, à dresser un tableau désastreux des conséquences du démantèlement des régimes de retraite fondés sur la répartition et la solidarité ouvrière.

Pourtant, au même moment, Macron et Delevoye continuent leurs préparatifs. Avec les mêmes arguments : la population vieillit, l'équilibre des régimes est menacé, il faut faire des économies etc. La vraie raison a été dévoilée par le ministre Le Maire lorsqu'il a présenté la loi Pacte : « Nous voulons développer l'épargne-retraite pour permettre aux Français de mieux se préparer à la retraite mais aussi de mieux financer l'économie. » L'objectif ? Parvenir à **« 300 milliards d'euros d'encours d'épargne-retraite d'ici à la fin du quinquennat »** pour **« doper l'économie »**.

Si cela passe, le prochain rapport de l'OIT pourra inclure la France dans sa liste, et conclure à l'identique : **« Qui en a bénéficié ? Le secteur financier. »**

Ainsi, nos organisations appellent à la grève interprofessionnelle, avec pour mot d'ordre la défense de nos régimes de retraite **“Retrait du projet Macron de retraite universelle par points !”**

Les retraites, ne sont pas une question parmi d'autres, mais bien la question centrale qui concerne tous les salariés (du public et du privé).

La bataille, loin d'être perdue, n'est pas encore engagée, mais elle doit l'être, de toute urgence, pour gagner sur la revendication du maintien de tous les régimes de retraites et notamment du code des pensions civiles et militaires.